

**Roland Hubert**  
Co-secrétaire Général du Snes

A

**CRAP**  
10, rue de Cheverul  
75011 Paris

A Paris, le 20 novembre 2008

Madame, Monsieur,

Le SNEP et le SNES, syndicats FSU regroupant les enseignants des lycées généraux et technologiques, ont pris connaissance avec intérêt de votre appel « Réforme du lycée : un essai bloqué ».

Ils partagent avec vous la conviction que la politique éducative actuelle nécessite des réponses unitaires et des initiatives rassemblant largement la communauté éducative.

Ils partagent nombre des préoccupations et objectifs soulignés par l'appel (lycée plus démocratique qui prépare mieux à l'enseignement supérieur, lutter contre l'échec scolaire et le redoublement, former des citoyens actifs et ouverts, refus de la précipitation..) ainsi que les inquiétudes des élèves de troisième et de leurs familles.

Cependant, ils ne peuvent s'inscrire dans la logique des propositions initiales de Jean-Paul de Gaudemar dont l'appel semble regretter l'abandon. Il nous semble par ailleurs nécessaire d'approfondir ce que vous entendez par de nouvelles modalités d'évaluation, y compris pour le baccalauréat, ce que recouvre pour vous l'autonomie des établissements ou la redéfinition du métier et du service des enseignants, etc.

Ce désaccord ou ces risques de divergences dans les propositions n'empêchent nullement que nos organisations puissent travailler ensemble sur les évolutions nécessaires du lycée d'aujourd'hui, sur l'organisation et la place des enseignements « de découverte », le rôle et l'organisation de l'accompagnement, etc.

Partageant aussi l'idée que *« Quels que soient les objectifs, une réforme d'ampleur demande du temps pour la concertation et l'expérimentation. Sinon, elle ne fait que générer de l'inquiétude, du repli sur soi et alimente le marché de l'angoisse scolaire, déjà largement développé dans notre pays. »*, nous pouvons aussi nous rejoindre dans la volonté d'imposer des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux, un calendrier et une méthode qui permettent le débat et la confrontation, et éviter que *« que les élèves aujourd'hui en classe de troisième servent de cobayes à une réforme précipitée. »*.

Cordialement,

Roland Hubert, pour le SNES et le SNEP

Contact : 01 40 63 29 30